L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

G. P. WEISSE & Co. — Rue de Chartres No 73, Entre Conti et Bienville.

NOUVELLE-ORLEANS, JEUDI MATIN, 28 JUIN 1860.

G. P. WEISSE, N. DUBOUCH, E. DUVERGES, S. HARDY — Editeurs-Propriétaires

Nouvelle-Orléans, JEUDI MATIN, 28 JUIN

Les porteurs de l'ABEILLE sont autorisés à recevoir dès aujourd'hui "à la semaine" à raison de 25 cents pour les six numéros. On paie en outre aux porteurs le journal.

Vente à l'encan de ce jour.

Par Anthony Fernandez, à la Bourse St-Louis — Propriété située dans le Troisième District (succession de Pierre Louis Duvillier) Ameu, en même subdivision, une belle salle d'école, une maisonnette, etc., appartenant aux mêmes Vicente Galvez.

Par P. J. Spaar rue de Chartres, entre St-Louis et St. Peter — Meubles et piano Pleyel.

Par E. Forest & Co., rue d'Orléans, Vieille Levée — Chasses, vêtements confectionnés, chapeaux, &c. Assortissements variés.

Par E. Forest, à la Bourse St-Charles — Propriété située dans le Deuxième District (succession Magdeleine Clémandot).

☞ Pour le feuilleton, voir la seconde page.

Stephen A. Douglas.

Nous avons déjà publié la biographie de MM. Bell et Everett, candidats du parti unioniste et ne sommes-nous à donner à nos lecteurs les renseignements qu'il nous sera possible de recueillir sur chacun des divers candidats. Aujourd'hui nous parlerons de l'élu de la démocratie nationale.

Stephen Arnold Douglas est né à Brandon, comté de Rutland, dans le Vermont, le 23 avril 1813. Il est donc âgé de 47 ans. Son père qui était un médecin distingué, mourut subitement d'une attaque d'apoplexie, deux mois après la naissance de Stephen. Celui-ci resta jusqu'à l'âge de quinze ans sur la ferme où il était né dans un petit village à cette époque le désir de compléter son éducation qu'il avait reçue dans l'école du village. Sa famille n'ayant pas les moyens de subvenir à ces dépenses, il entra comme apprenti chez un menuisier de Middlebury où il resta un an et demi. Forcé de quitter cette ville de travail ingrat, il alla passer un an à l'Académie de Brandon comme chantre.

Madame Douglas était remariée avec M. Dearborn de l'Etat de New York, et Stephen suivit sa mère à Canandaigua, entra au collége de cette ville et y étudia jusqu'en 1833, tout en remplissant à l'école spéciale de droit. Admis au barreau de cette ville, il pratiqua sa profession avec succès jusqu'en 1835, époque à laquelle il partit pour l'Ouest et y chercher une place pour y exercer sa profession. Après avoir été retenu quelque temps à Cleveland par une maladie, il visita Cincinnati, Louisville, St-Louis et Jacksonville dans l'Illinois. Arrivé à cet endroit, il s'aperçut qu'il lui restait un contenant plus que 37 cents et quelques milles à pied pour gagner Nicholasville où il espérait trouver quelque emploi lucratif comme maître d'école. Il eut la chance d'être employé par un fermier qui, pendant une vente qui dura trois jours, se chargea de nourrir un des premiers d'entre ses concurrents et lui prêta 40 dollars à 25 par tri mestre. Il passait ses soirées à étudier le droit et, lorsque le samedi a payé quelques parties de cartes devant le juge de paix.

Il fut admis au barreau, et ses débuts furent tellement brillants, qu'un an après son admission, il fut nommé par la législature d'Illinois procureur général de l'Etat. Ayant été en décembre 1835 élu membre de la législature d'Etat par les démocrates du comté de Morgan, il donna sa démission d'avocat général. En décembre suivant il fut nommé par le président Van Buren, sur la recommandation du Bureau des Terres à Springfield, Illinois, et il occupa cet emploi jusqu'en 1838.

A cette époque il était connu comme candidat au Congrès du parti démocrate et à l'élection qui fut faite en août 1836 il ne fut battu par son concurrent whig que par 5 voix sur 36,000 ! Il refusa de se prévaloir de cette circonstance pour se faire nommer député dans une autre localité et exprima le désir de n'être attribuée qu'aux nombreux bulletins portant son nom qui lui avaient été donnés d'une façon incorrecte.

Dans la campagne présidentielle de 1840, M. Douglas déploya le zèle le plus infatigable en faveur du candidat démocrate, et prononça près de 200 discours dans l'espace de sept mois! Cela n'est pas arrêter et a son talent que fut due sa nomination à la législature d'Illinois comme secrétaire d'Etat. Nommé successivement secrétaire d'Etat en 1840 puis juge de la Cour Suprême en 1841 il remplit ces fonctions avec distinction et donna sa démission de juge en 1843 pour accepter la candidature au Congrès. Elu cette année par 400 voix de majorité, il en obtint 1,000 à l'élection de 1844 et 3,000 à celle de 1846. Mais il n'alla pas siéger à la Chambre à la suite de cette dernière élection, car il fut appelé par la législature sénateur des Etats-Unis pour six années à partir du 4 mars 1847.

A la Chambre des Représentants M. Douglas s'engagea dans la controverse à laquelle donna lieu la question de l'Oregon. Il s'opposa énergiquement aux prétentions de l'Angleterre, soutenant que les Etats-Unis avaient un droit aussi incontestable à la totalité de l'Oregon jusqu'au degré 54 et 40' de latitude. Il vota pour un bill donnant avis à la Grande Bretagne de cesser son occupation et qu'on établit dans l'Oregon un gouvernement territorial appuyé par une force suffisante.

Sur la question des amendements intervenus, M. Douglas se montra partisan de la doctrine démocratique qui refuse au gouvernement fédéral le droit d'engager dans un système général de travaux publics, mais il approuvait la constitutionnalité et l'opportunité d'améliorer la navigation des rivières et en l'entière des ports, et indiquait comme moyens de subvenir à ces dépenses la levée de droits de tonnage par les autorités locales et d'un qu'on doit le passage de la loi qui étendait la juridiction maritime de la cour fédérale sur toute chaîne de mers intérieures situées entre les Etats-Unis au Nord.

M. Douglas a toujours joué un rôle actif dans les affaires de l'Illinois. Il fut un des premiers à soutenir l'admission de Texas, et en 1846, en qualité de chairman du comité des territoires, il proposa de céder que le Texas faisant partie des Etats-Unis aurait l'administration de M. Polk dans la guerre avec le Mexique, qui fut la conséquence naturelle de cette annexion.

Comme président du comité des territoires à la chambre il aborda, pour un temps, il est vrai, l'étude de propriété et fit faire adopter par ses collègues les divers bills pour l'organisation des territoires du Minnesota, de l'Oregon, du Nouveau Mexique, de l'Utah, de Washington, du Kansas et du Nebraska, et aussi pour l'admission dans l'Union des Etats d'Iowa, de Wisconsin, de Californie, de Minnesota et d'Oregon.

Dès le commencement de la session de 1850 il se trouva mêlé à la question de l'esclavage dans les territoires la doctrine de non intervention du Congrès, et il supposa, en 1847, au amendement qui contrariait cette doctrine. Cependant au mois d'août 1848, il offrit un amendement au bill de l'Oregon, pour étendre à cette dépendance la proposition du Missouri jusqu'à l'Océan Pacifique, de façon à prohiber l'esclavage dans tous les territoires au nord du 36e degré 30 minutes de latitude. Cet amendement fut adopté par la majorité du Sénat avec l'appui de tous les sénateurs du Sud, mais il fut repoussé à la chambre par un vote presque semblable.

Ce conflit entre le sénat et la chambre amena au 4 septembre suivant la date de 1849-1850 terminée par le célèbre compromis de 1850. M. Douglas soutint cette mesure avec vigueur et le défendit avec éclat dans son état dans un discours mémorable prononcé devant le peuple le 9 octobre 1850.

En 1852 il fut porté candidat à la présidence devant la convention démocratique de Baltimore, et reçut 92 voix sur 296 au 30me tour de scrutin; on sait que ce fut M. Pierce, candidat whig, qui fut élu.

Dans la session de 1853-54 M. Douglas fit son rapport sur le bill du Kansas-Nebraska, dont il soutint dans tant d'agitation et qui fut de nouveau le terrain des luttes que se les réveilla les républicains et les démocrates. Ce bill rappelle le compromis du Missouri et déclare que le but et le sens véritable de l'acte est de "ne pas soumettre sur l'esclavage aucun état ou territoire et de le laisser, mais de laisser les peuples parfaitement libres de former et de régler leurs institutions domestiques à leur manière, en restant soumises à la constitution des Etats-Unis."

C'est acte a été la consécration de la véritable doctrine de M. Douglas, de celle qu'il a toujours soutenue et qu'il soutient encore. Ses adversaires n'ont pas voulu en admettre la justesse, parce qu'ils dans le principe, lui en font sujet d'un crime.

En 1856 M. Douglas fut de nouveau porté candidat à la présidence, et au 16e tour de scrutin il obtint 121 voix contre M. Buchanan 168; il n'y gagna alors ses amis à se reporter sur son concurrent qui fut élu à l'unanimité. Un noble exemple de désintéressement à a grâce été au cette année à Charleston la majorité relative, il n'est sorte de moyens odieux que ses ennemis n'aient employés pour empêcher sa nomination.

Dans la session de 1857—8 il s'opposa à l'admission du Kansas avec la Constitution de Lecompton ou se fondait sur ce que cet acte n'était pas l'œuvre des habitants du territoire, et se prononça hautement contre cette question exacte contre l'ingérence des soldats de l'administration, qui par ses fautes a tout ce que compromettre sa dignité et nuire aux intérêts qu'elle prétendait servir.

Le président Buchanan et ses ministres lui déclarèrent une guerre ouverte et employèrent toute leur influence pour l'empêcher d'être réélu au sénat. Il obtint néanmoins dans la législature de l'Illinois 54 voix contre 46 qu'obtint son concurrent Abraham Lincoln, aujourd'hui candidat à la présidence du parti républicain. Cependant dans un vote populaire qui eut lieu dans tout l'état, le candidat républicain a la place des écoles reçut 124,566 voix, le candidat démocratique 122,418, et le candidat de l'administration 3,173. Ce résultat fut dû aux manœuvres et aux intrigues des agents de M. Buchanan, qui, depuis ont répété qu'ils n'auraient voté l'abolitionniste Lincoln élu à la présidence que le désespoir Douglas. Mais il est évident malgré tout ce qu'on a dit que M. Douglas aura une majorité immense dans son Etat.

En 1858 et en 1860 M. Douglas a soutenu de nouveau avec son talent habituel la doctrine de non intervention qu'il avait émise dès 1847, et il a répondu victorieusement aux attaques dont il a été l'objet de la part des dissidents.

La politique suivie par M. Douglas sur les affaires étrangères a rencontré été d'accord avec celle de l'administration, et elle a toujours eu un caractère plus national. Il a maintenu les droits des Etats Unis contre les prétentions britanniques non seulement à propos de l'Orégon mais encore en combattant le traité Clayton-Bulwer qui interdisait aux Etats-Unis d'user ou de coloniser aucune partie de l'Amérique Centrale. Sans être partisan d'une annexion immédiate, M. Douglas voulait que l'Union pût toujours exercer au contrôle sur les isthmes afin de maintenir ouvertes les communications entre les deux océans: il réservait donc le droit d'occupation dans certaines circonstances. Il s'est également déclaré en faveur de l'acquisition de l'île de Cuba mais par des moyens conformes aux lois des nations et à l'honneur des Etats Unis.

Comme homme d'Etat et comme orateur M. Douglas occupe dans le Sénat des Etats Unis une place éminente; et parmi les autres sénateurs démocrates il en est peu, s'il en est, qui puissent rivaliser avec lui pour le talent et l'étendue des vues. S'il est élu Président il formera certainement son cabinet de manière à donner à cette administration un éclat dont elle a grandement besoin pour se relever de son abaissement.

Dépêches Télégraphiques

TRANSMISES A L'ABEILLE.

Suite des nouvelles par l'Europa.

EMPRUNTS RUSSE ET SARDE.

Halifax, 27 juin—Le steamer *Europa* a quitté ce port, en route pour Boston, où il doit arriver demain de bonne heure. Voici la suite des nouvelles qu'il a apportées:

Paris, 16 juin.—Paris, 16 juin—Le encaisse de la Banque de France est de 19,000,000 de francs.

Bourse de Paris.—Les affaires de la Bourse continuent à être insignifiantes et plates. Le 3 p. 100 est à 68 fr. 45 c.

Nouvelles générales et politiques.

M. P. H. James, le célèbre écrivain est mort à Washington il y a peu de temps.

Mlle John Foster de Ute ont suspendu leurs payements, leur passif est insolvable.

Le prince Jerome Bonaparte, dont la santé s'est affaiblie depuis quelque temps, était dans une position critique avant-hier.

Le mariage Mackie a présenté un projet d'un peut de 15 millions de francs.

Le maréchal Vaillant est en route pour la France, il revient de Italie où il a été faire une visite au roi Victor Emmanuel.

Le cabinet autrichien a unanimement résolu de rétablir le ministère du commerce et des travaux publics.

On dit que M.M. Baring Bros & Co, banquiers de Londres, doivent proposer un emprunt russe de $12,000,000 à 4 1/2 p. 100.

Rattification de traités.—26 juin—Hier, dans sa séance exécutive, le Sénat a ratifié les traités avec la Suisse, la Bolivie, le Venezuela, l'Honduras et Nicaragua. Ce dernier a été accompagné de sorte qu'on ne pourra pas employer les troupes des Etats Unis sans le consentement du Congrès, soit pour la protection de la route projetée, soit pour la protection de la route actuellement ouverte.

Départ du Niagara.—Boston, 27 juin—Le steamship de la ligne Cunard, *Niagara* a quitté ce port hier après midi à destination de Queenstown et Liverpool, emportant $270,000 en espèces comme fret.

Election de novembre 1860, bien que n'ayant lieu que dans il fut choisi comme candidat au Congrès du parti démocrate et à l'élection qui fut faite en août 1836 il ne fut battu par son concurrent whig que par 5 voix sur 36,000 ! Il refusa de se prévaloir de cette circonstance pour se faire nommer député dans une autre localité et exprima le désir de n'être attribuée qu'aux nombreux bulletins portant son nom qui lui avaient été donnés d'une façon incorrecte.

Dans la campagne présidentielle de 1840, M. Douglas déploya le zèle le plus infatigable en faveur du candidat démocrate, et prononça près de 200 discours dans l'espace de sept mois! Cela n'est pas arrêter et a son talent que fut due sa nomination à la législature d'Illinois comme secrétaire d'Etat. Nommé successivement secrétaire d'Etat en 1840 puis juge de la Cour Suprême en 1841 il remplit ces fonctions avec distinction et donna sa démission de juge en 1843 pour accepter la candidature au Congrès. Elu cette année par 400 voix de majorité, il en obtint 1,000 à l'élection de 1844 et 3,000 à celle de 1846. Mais il n'alla pas siéger à la Chambre à la suite de cette dernière élection, car il fut appelé par la législature sénateur des Etats-Unis pour six années à partir du 4 mars 1847.

A la Chambre des Représentants M. Douglas s'engagea dans la controverse à laquelle donna lieu la question de l'Oregon. Il s'opposa énergiquement aux prétentions de l'Angleterre, soutenant que les Etats-Unis avaient un droit aussi incontestable à la totalité de l'Oregon jusqu'au degré 54 et 40' de latitude. Il vota pour un bill donnant avis à la Grande Bretagne de cesser son occupation et qu'on établit dans l'Oregon un gouvernement territorial appuyé par une force suffisante.

Sur la question des amendements intervenus, M. Douglas se montra partisan de la doctrine démocratique qui refuse au gouvernement fédéral le droit d'engager dans un système général de travaux publics, mais il approuvait la constitutionnalité et l'opportunité d'améliorer la navigation des rivières et en l'entière des ports, et indiquait comme moyens de subvenir à ces dépenses la levée de droits de tonnage par les autorités locales et d'un qu'on doit le passage de la loi qui étendait la juridiction maritime de la cour fédérale sur toute chaîne de mers intérieures situées entre les Etats-Unis au Nord.

M. Douglas a toujours joué un rôle actif dans les affaires de l'Illinois. Il fut un des premiers à soutenir l'admission de Texas, et en 1846, en qualité de chairman du comité des territoires, il proposa de céder que le Texas faisant partie des Etats-Unis aurait l'administration de M. Polk dans la guerre avec le Mexique, qui fut la conséquence naturelle de cette annexion.

Comme président du comité des territoires à la chambre il aborda, pour un temps, il est vrai, l'étude de propriété et fit faire adopter par ses collègues les divers bills pour l'organisation des territoires du Minnesota, de l'Oregon, du Nouveau Mexique, de l'Utah, de Washington, du Kansas et du Nebraska, et aussi pour l'admission dans l'Union des Etats d'Iowa, de Wisconsin, de Californie, de Minnesota et d'Oregon.

Dès le commencement de la session de 1850 il se trouva mêlé à la question de l'esclavage dans les territoires la doctrine de non intervention du Congrès, et il supposa, en 1847, au amendement qui contrariait cette doctrine. Cependant au mois d'août 1848, il offrit un amendement au bill de l'Orégon, pour étendre à cette dépendance la proposition du Missouri jusqu'à l'Océan Pacifique, de façon à prohiber l'esclavage dans tous les territoires au nord du 36e degré 30 minutes de latitude. Cet amendement fut adopté par la majorité du Sénat avec l'appui de tous les sénateurs du Sud, mais il fut repoussé à la chambre par un vote presque semblable.

Ce conflit entre le sénat et la chambre amena au 4 septembre suivant la date de 1849-1850 terminée par le célèbre compromis de 1850. M. Douglas soutint cette mesure avec vigueur et le défendit avec éclat dans son état dans un discours mémorable prononcé devant le peuple le 9 octobre 1850.

En 1852 il fut porté candidat à la présidence devant la convention démocratique de Baltimore, et reçut 92 voix sur 296 au 30me tour de scrutin; on sait que ce fut M. Pierce, candidat whig, qui fut élu.

Dans la session de 1853-54 M. Douglas fit son rapport sur le bill du Kansas-Nebraska, dont il soutint dans tant d'agitation et qui fut de nouveau le terrain des luttes que se les réveilla les républicains et les démocrates. Ce bill rappelle le compromis du Missouri et déclare que le but et le sens véritable de l'acte est de "ne pas soumettre sur l'esclavage aucun état ou territoire et de le laisser, mais de laisser les peuples parfaitement libres de former et de régler leurs institutions domestiques à leur manière, en restant soumises à la constitution des Etats-Unis."

C'est acte a été la consécration de la véritable doctrine de M. Douglas, de celle qu'il a toujours soutenue et qu'il soutient encore. Ses adversaires n'ont pas voulu en admettre la justesse, parce qu'ils dans le principe, lui en font sujet d'un crime.

En 1856 M. Douglas fut de nouveau porté candidat à la présidence, et au 16e tour de scrutin il obtint 121 voix contre M. Buchanan 168; il n'y gagna alors ses amis à se reporter sur son concurrent qui fut élu à l'unanimité. Un noble exemple de désintéressement a a grâce été au cette année à Charleston la majorité relative, il n'est sorte de moyens odieux que ses ennemis n'aient employés pour empêcher sa nomination.

Dans la session de 1857—8 il s'opposa à l'admission du Kansas avec la Constitution de Lecompton ou se fondait sur ce que cet acte n'était pas l'œuvre des habitants du territoire, et se prononça hautement contre cette question exacte contre l'ingérence des soldats de l'administration, qui par ses fautes a tout ce que compromettre sa dignité et nuire aux intérêts qu'elle prétendait servir.

Le président Buchanan et ses ministres lui déclarèrent une guerre ouverte et employèrent toute leur influence pour l'empêcher d'être réélu au sénat. Il obtint néanmoins dans la législature de l'Illinois 54 voix contre 46 qu'obtint son concurrent Abraham Lincoln, aujourd'hui candidat à la présidence du parti républicain. Cependant dans un vote populaire qui eut lieu dans tout l'état, le candidat républicain a la place des écoles reçut 124,566 voix, le candidat démocratique 122,418, et le candidat de l'administration 3,173. Ce résultat fut dû aux manœuvres et aux intrigues des agents de M. Buchanan, qui, depuis ont répété qu'ils n'auraient voté l'abolitionniste Lincoln élu à la présidence que le désespoir Douglas. Mais il est évident malgré tout ce qu'on a dit que M. Douglas aura une majorité immense dans son Etat.

En 1858 et en 1860 M. Douglas a soutenu de nouveau avec son talent habituel la doctrine de non intervention qu'il avait émise dès 1847, et il a répondu victorieusement aux attaques dont il a été l'objet de la part des dissidents.

La politique suivie par M. Douglas sur les affaires étrangères a rencontré été d'accord avec celle de l'administration, et elle a toujours eu un caractère plus national. Il a maintenu les droits des Etats Unis contre les prétentions britanniques non seulement à propos de l'Orégon mais encore en combattant le traité Clayton-Bulwer qui interdisait aux Etats-Unis d'user ou de coloniser aucune partie de l'Amérique Centrale. Sans être partisan d'une annexion immédiate, M. Douglas voulait que l'Union pût toujours exercer au contrôle sur les isthmes afin de maintenir ouvertes les communications entre les deux océans: il réservait donc le droit d'occupation dans certaines circonstances. Il s'est également déclaré en faveur de l'acquisition de l'île de Cuba mais par des moyens conformes aux lois des nations et à l'honneur des Etats Unis.

Comme homme d'Etat et comme orateur M. Douglas occupe dans le Sénat des Etats Unis une place éminente; et parmi les autres sénateurs démocrates il en est peu, s'il en est, qui puissent rivaliser avec lui pour le talent et l'étendue des vues. S'il est élu Président il formera certainement son cabinet de manière à donner à cette administration un éclat dont elle a grandement besoin pour se relever de son abaissement.

Dépêches Télégraphiques

TRANSMISES A L'ABEILLE.

Suite des nouvelles par l'Europa.

EMPRUNTS RUSSE ET SARDE.

Halifax, 27 juin—Le steamer *Europa* a quitté ce port, en route pour Boston, où il doit arriver demain de bonne heure. Voici la suite des nouvelles qu'il a apportées:

Paris, 16 juin.—Paris, 16 juin—Le encaisse de la Banque de France est de 19,000,000 de francs.

Bourse de Paris.—Les affaires de la Bourse continuent à être insignifiantes et plates. Le 3 p. 100 est à 68 fr. 45 c.

Nouvelles générales et politiques.

M. P. H. James, le célèbre écrivain est mort à Washington il y a peu de temps.

Mlle John Foster de Ute ont suspendu leurs payements, leur passif est insolvable.

Le prince Jerome Bonaparte, dont la santé s'est affaiblie depuis quelque temps, était dans une position critique avant-hier.

Le mariage Mackie a présenté un projet d'un peut de 15 millions de francs.

Le maréchal Vaillant est en route pour la France, il revient de Italie où il a été faire une visite au roi Victor Emmanuel.

Le cabinet autrichien a unanimement résolu de rétablir le ministère du commerce et des travaux publics.

On dit que M.M. Baring Bros & Co, banquiers de Londres, doivent proposer un emprunt russe de $12,000,000 à 4 1/2 p. 100.

Ratification de traités.—26 juin—Hier, dans sa séance exécutive, le Sénat a ratifié les traités avec la Suisse, la Bolivie, le Venezuela, l'Honduras et Nicaragua. Ce dernier a été accompagné de sorte qu'on ne pourra pas employer les troupes des Etats Unis sans le consentement du Congrès, soit pour la protection de la route projetée, soit pour la protection de la route actuellement ouverte.

Départ du Niagara.—Boston, 27 juin—Le steamship de la ligne Cunard, *Niagara* a quitté ce port hier après midi à destination de Queenstown et Liverpool, emportant $270,000 en espèces comme fret.

Guerre avec l'Espagne.—New-York, 26 juin—Le correspondant du New York Herald à Washington dit que le nouveau ministre est des recrues de Madrid, annonçant que les Espagnols sont si fiers de leurs succès dans le Maroc, qu'ils rêvent une attaque contre le Mexique, après quoi ils espèrent s'emparer de Cuba, et de démolir complet aux Etats Unis de la capture des steamers de l'expédition *Maria* dans les eaux de Vera Cruz.

PRESIDENCE

Comité Démocratique National.

Washington, 27 juin—Le comité s'est réuni pour organiser et préparer la campagne présidentielle.

M. Belmont, de New York, a été nommé chairman de ce comité. On a adopté des résolutions qui recommandent à chaque Comité Central d'Etat, de nommer deux électeurs pour l'élection d'un ticket électoral pour Douglas et Johnson; à défaut de quoi les membres des dits comités d'Etat, sont autorisés à agir comme ils jugeront convenable.

Démonstration en faveur de Douglas.—Nous trouvons dans un journal de l'Ouest une source de jurisprudence sur ce sujet.

Columbus, Ohio, 23 juin—Les démocrates nationaux ont tiré 34 coups de canon en l'honneur de la nomination du juge Douglas. L'exhilaration la plus intense règne ici.

Lafayette, 23 juin—La plus grande agitation règne dans la ville. Cent coups de canon ont été tirés ce soir en l'honneur de la nomination du juge Douglas—ils dans le cœur même de la région qui prononce des discours.

Indianapolis 23 juin—La ville est en proie à la plus vive agitation. La nomination de Douglas a été accueillie par un salut de canon. Des discours, des serenades et des feux d'artifice expriment l'enthousiasme universel qui règne ici. W. Beach, le gouverneur Willard et nature patient devant des meetings nombreux.

Chicago, 23 juin—La nomination de juge Douglas a été accueillie avec le plus grand enthousiasme on a tiré un salut de 300 coups de canon. Des orateurs doivent parler ce soir du balcon du Tremont House. Le feu de joie sera allumé dans tous les carrefours. Les journaux *Times* sont brillamment illuminés.

St-Louis, 23 juin.—*Le Missouri Republicain* et le *Herald* ont leurs bureaux illuminés en l'honneur de la nomination de Douglas. On tire le canon et des orateurs doivent prononcer des discours. Les dissidents, dont le *Bulletin* est l'organe, se tiennent à l'écart.

Chute d'un pont suspendu.—Le pont suspendu d'Auburn, capitaine Parker, ayant été remorqué le navire *Orphan* et la barque *Brilliant* et descendant la rivière, a eu un abordage à 25 milles au-dessous de la ville avec le *James L. Day* qui remontait avec le navire *Thunderbolt* de Liverpool. Le navire *Orphan* a perdu son gouvernail et a été remorqué à Mobile. Le navire *The Thornhill* a perdu ses agrès de tribord, ses chaloupes d'arrière, ses terrures et sa cloture. L'*Orphan* a été expédié le 25 courant pour Boston par M.M. G. W. Hyuson & Co, avec une pièce en cargaison. Il a été remorqué en ville par le *Calhoun* pour y être réparé.

Bell et Everett.—M. C. Rowellin, en sa qualité de président de l'assemblée tenue le 20 mai dernier, invite aujourd'hui dans nos colonnes les amis de Bell et Everett à se réunir samedi prochain, à 8 heures du soir, dans la salle des Odd Fellows, pour élire leurs délégués à la Convention d'Etat. Cette dernière assemblée se réunira le 4 juillet prochain, à Baton Rouge, pour nommer un ticket électoral d'Etat favorable à Bell et Everett.

Association de bienveillance des pompiers.—Cette Société célèbrera son anniversaire dimanche prochain, 1er juillet. La procession se formera à la salle de la Société rue St Louis, : midi. Nous remercions messieurs les membres du comité de l'invitation qu'ils nous ont adressée.

Hotel Stockton.—Nous signalons aux personnes qui désirent trouver une résidence agréable pour l'été, ou tout tourniste qui veut en passer quelque temps, l'hôtel tenu à la Rue St Louis par Mme Stockton. Les plus grands soins y sont accordés au confort des voyageurs.

Cabinet d'avocat.—M. Léon Langrin, avocat et licencié en droit de la faculté de Paris, vient d'établir son cabinet dans le Passage de la Bourse, No. 121. Ayant pratiqué longtemps dans le notariat à Paris, M. Langrin est à même de rendre de précieux services aux personnes qui ont des affaires à traiter avec la France.

CHRONIQUE LOCALE.

Rue de Chartres.—M. Magnon, qui remplace actuellement le recorder Fabre, s'est engagé hier, de l'assemblée parties sœurs Mme Gouju, Veuve de police de Bienville et M. Fraser, que M. Fabre n'a pas été arrêté. L'affaire dévoilera qu'il s'est rendu Caroline, partie de trois jours, de chez son maître. M. Edouard Durel, M. Cyprien Dufour étant chargé de la poursuite. M. Cottingham est l'avocat.

Vol et tentative.

Mme Isabelle Mc Cope—le demeure à Pecan Grove chez Arondelet et St. Joseph. Je connais la négresse Mary Ann qu'on maintenant en cour; elle m'a chez moi le 7 novembre dernier, elle y fut commande par une de Mme Hermann Dame. Je la prie à hyer à raison de cause pendre par mon. Au bout d'un mois je reçu une lettre dans laquelle M. Fraser me disait que je pourrais, si je le désirais, garder l'esclave à raison de dix pour cent par mois. J'y consentis. Je n'ai jamais vu M. Fraser, je l'ai ignoré une fois. Il m'a envoyé une petite fille qui a dit s'appeler Mary Ann, chez moi. Mme Gouju était un certain soir et causa avec Mary-Ann à la porte et dans la cuisine. Elle revint le lendemain et s'en alla sans me permission, avec Mary-Ann qui fut absente pendant une heure ou une heure et demie. Cent se passa le 26 et le 30 mai dernier. Mary-Ann revint en voiture avec Mme Gouju. M. Mixon, le capitaine Pousser et alors, pour la première fois, j'appris la certitude qu'elle était marronne.

Mme Isabelle Mc Cope a demeuré à Pecan Grove chez Arondelet et St. Joseph. Je connais la négresse Mary Ann qu'on maintenant en cour; elle m'a chez moi le 7 novembre dernier, elle y fut commande par une de Mme Hermann Dame. Je la prie à hyer à raison de cause pendre par mon. Au bout d'un mois je reçu une lettre dans laquelle M. Fraser me disait que je pourrais, si je le désirais, garder l'esclave à raison de dix pour cent par mois. Je n'ai jamais vu M. Fraser, je l'ai ignoré une fois. Il m'a envoyé une petite fille qui a dit s'appeler Mary Ann, chez moi. Mme Gouju était un certain soir et causa avec Mary-Ann à la porte et dans la cuisine. Elle revint le lendemain et s'en alla sans me permission, avec Mary-Ann qui fut absente pendant une heure ou une heure et demie. Cent se passa le 26 et le 30 mai dernier. Mary-Ann revint en voiture avec Mme Gouju. M. Mixon, le capitaine Pousser et alors, pour la première fois, j'appris la certitude qu'elle était marronne.

Dans l'après-midi suivant le 26 mai M. W. Dickson se présenta chez moi, me demanda où était Mary Ann et me dit qu'il espérait le point de l'acheter pour son service. Mais jamais après je ne traversais dans la rue avec une telle dame; mon silence suivit de Mary Ann; M. Dickson fermita et remettait du ministre avec elle. J'attendis Mary Ann dans une plantation de Pascal Lafourche Mary Ann dans une plantation de Pascal Lafourche. Elle ne trouvait pas M. Dickson ni personne. Je la ramenai chez moi. Le lendemain M. Dickson me dit: "Eh bien ! nous sommes donc une jolie position." Je lui demandai s'il était M. Fraser, "non, répondit-il, je suis M. Dickson" et s'assit à moi, répétant je ne sais quoi. Il me laissait toujours l'el leur Fraser et j'ai mes maux."

Contre-mesure.—Je loué Mary dans le 9e novembre 1859, elle me quitta le 28 mai 1860; c'est Mme Gouju qui l'emmena de chez moi; M. Mixon m'avait pas pu pour ce jour-là. Mary Ann partit pour la dernière fois le jour qu'elle revint en voiture avec Mme Gouju. M. Mixon, qui m'avait promis de me la ramener. Quelques jours après, M. Dickson me dit qu'il avait vu Mary Ann à la porte d'un marchand de Bienville, qu'elle était à Mme Gouju, qu'elle avait été vendue à Mme Gouju, qu'elle avait été vendue à Mme Gouju, qu'elle avait été vendue